

ACTION URGENTE

ELLE SE VOIT REFUSER DES SOINS MÉDICAUX TANT QU'ELLE « N'AVOUE » PAS

La prisonnière d'opinion, Tran Thi Thuy, qui purge actuellement une peine de huit ans d'emprisonnement au Viêt-Nam, s'est vu refuser des soins médicaux pour une tumeur de l'utérus. Cela pourrait s'apparenter à de la torture. Bien qu'un médecin de la prison ait prononcé ce diagnostic, et en dépit des souffrances intenses dont elle est victime, elle a été informée qu'elle ne recevrait aucun traitement, à moins qu'elle « n'avoue » les crimes pour lesquels elle a été condamnée.

Tran Thi Thuy est tombée malade aux alentours du mois d'avril 2015, alors qu'elle était détenue dans un établissement de la ville de Long Khanh, dans la province de Dong Nai. Un médecin de la prison lui a diagnostiqué une tumeur de l'utérus, mais elle n'a reçu aucun traitement. Un agent pénitentiaire lui a dit qu'elle pouvait soit « avouer » ses crimes, soit « mourir en prison ». Elle a du mal à marcher et a besoin d'une béquille ou d'aide. Sa famille lui a fourni des traitements de médecine traditionnelle. Elle souffre également d'hypertension, pour laquelle elle prend un traitement. Tran Thi Thuy est dans un état de souffrance physique intense et a dit à sa famille qu'elle a eu l'impression d'être sur le point de mourir à plusieurs reprises ces derniers mois. Le refus de lui administrer un traitement dans ces circonstances peut s'apparenter à de la torture et représente par conséquent une violation de la Convention contre la torture, qui est entrée en vigueur au Viêt-Nam en février dernier, après sa ratification l'année dernière.

Tran Thi Thuy est une commerçante, membre de l'Église bouddhique Hoa Hao et militante des droits fonciers. Elle a été arrêtée en août 2010 et jugée avec six autres militants des droits fonciers par le tribunal populaire de Ben Tre, le 30 mai 2011. Elle a été condamnée à huit ans d'emprisonnement au titre de l'article 79 du Code pénal pour « activités visant à renverser » l'État et à cinq ans d'assignation à résidence après sa libération. Selon l'acte d'inculpation, tous les militants sont accusés d'avoir été membres ou d'avoir été associés au Viet Tan, un groupe faisant campagne pacifiquement depuis l'étranger pour la démocratie au Viêt-Nam. Le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a déclaré que la détention des sept militants, y compris Tran Thi Thuy, est arbitraire et qu'il est nécessaire de remédier à la situation en les libérant et en leur accordant des indemnités.

Tran Thi Thuy est actuellement détenue au centre de détention de An Phuoc, dans la province de Binh Dinh, à environ 900 kilomètres de sa famille, pour qui il faut trois jours pour se rendre au centre de détention.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en vietnamien ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à libérer Tran Thi Thuy immédiatement et sans condition, car il s'agit d'une prisonnière d'opinion détenue uniquement en raison de ses activités pacifiques de défense des droits humains ;
- tant qu'elle est maintenue en détention, engagez les autorités à veiller à ce qu'elle reçoive immédiatement les soins dont elle a besoin et à ce qu'elle soit hospitalisée si nécessaire.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 JANVIER 2016 À :

Ministre de la Sécurité publique

Gen Tran Dai Quang
Ministry of Public Security
44 Yet Kieu Street, Hoan Kiem district Ha
Noi, Viêt-Nam

Formulaire en ligne :

http://www.mps.gov.vn/web/guest/contact_english

Formule d'appel : Dear Minister,

Ministre des Affaires étrangères

Pham Binh Minh
Ministry of Foreign Affairs
1 Ton That Dam Street, Ba Dinh district
Ha Noi, Viêt-Nam

Fax : + 844 3823 1872

Courriel : bc.mfa@mofa.gov.vn

Formule d'appel : Dear Minister,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Viêt-Nam dans votre pays (adresse/s à compléter).

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

ELLE SE VOIT REFUSER DES SOINS MÉDICAUX TANT QU'ELLE « N'AVOUE » PAS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Viêt-Nam est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantit le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Pourtant, ce droit fait l'objet d'une forte restriction en droit et en pratique dans ce pays. Des articles du Code pénal de 1999 portant sur la sécurité nationale et formulés en termes vagues sont fréquemment utilisés pour ériger en infraction des opinions ou activités pacifiques dissidentes. Les personnes qui prônent un changement politique pacifique, critiquent les politiques gouvernementales ou appellent au respect des droits humains sont souvent prises pour cible. L'article 258 (« abus des droits démocratiques dans le but de porter atteinte aux intérêts de l'État, aux droits et intérêts légitimes des organisations et/ou des citoyens ») est fréquemment utilisé pour arrêter, juger et emprisonner des dissidents pour leur militantisme pacifique, comme des blogueurs, des militants luttant pour les droits du travail, les droits fonciers ou la justice sociale, des adeptes de certaines religions, des défenseurs des droits humains, et même certains paroliers.

Au Viêt-Nam, les conditions de détention sont misérables, la nourriture et les soins médicaux qui y sont fournis ne respectant pas l'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus ainsi que d'autres normes internationales. Les prisonniers d'opinion sont détenus à l'isolement comme punition, parfois pendant de longues périodes. Ils sont également victimes d'autres mauvais traitements, notamment des passages à tabac par des codétenus sans que les gardiens de prison n'interviennent. Certains sont fréquemment transférés d'une prison à une autre, bien souvent sans que leurs familles n'en soient informées. Plusieurs prisonniers d'opinion ont entamé des grèves de la faim pour protester contre les mauvais traitements dont ils ont été victimes et contre les mauvaises conditions de détention.

Nom : Tran Thi Thuy

Femme